

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2019 B 32656 Numéro SIREN : 879 553 857 Nom ou dénomination : La Banque Postale Asset Management
--

Ce dépôt a été enregistré le 14/06/2022 sous le numéro de dépôt 62599



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

LA BANQUE POSTALE ASSET MANAGEMENT - S.A.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021
LA BANQUE POSTALE ASSET MANAGEMENT - S.A.
36, quai Henri IV - 75004 Paris

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

LA BANQUE POSTALE ASSET MANAGEMENT - S.A.

36, quai Henri IV - 75004 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société LA BANQUE POSTALE ASSET MANAGEMENT,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LA BANQUE POSTALE ASSET MANAGEMENT, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Estimations comptables

Comme indiqué dans la note 3.1 de l'annexe, dans le cadre de la Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) avec sa filiale Tocqueville Finance Holding (TFH) réalisée au 31 décembre 2021, votre société constate que les capitaux propres apportés ont dégagé une plus-value de 9,2 millions d'euros et une prime d'émission de 3,8 millions d'euros. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nos travaux ont consisté à apprécier les données et hypothèses utilisées dans le cadre de la détermination de cette plus-value et de cette prime d'émission.

Comme indiqué dans la note 3.2.1 de l'annexe, le fonds commercial est évalué à son coût d'acquisition et fait l'objet de tests de dépréciation réguliers. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nos travaux ont consisté à apprécier les données et hypothèses utilisées dans le cadre de la détermination de ces tests de dépréciation.

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2021 s'établit à 67 500 00 euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et le cas échéant, dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note 3.2.4 de l'annexe.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à revoir l'actualisation des perspectives de rentabilité des activités concernées et de réalisation des objectifs, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des plans stratégiques établis par chacune de ces activités sous le contrôle de la direction générale.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense,

KPMG S.A.

Isabelle Bousquié
Associé

1 Bilan au 31/12/2021

BILAN - ACTIF Etat préparatoire

Date de fin de période :
31/12/2021

Société : LBPAM ALPHA
Etablissement : *
Approche : NAT
Avec les écritures de simulation : Oui
Devise d'expression : Tenue de compte

			Brut	Amortissements, provisions	Exercice N	Exercice N-1
					Net	Net
	Capital souscrit non appelé (I)	AA				
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissements	AB	AC		
		Frais de recherche et développement	CX	CQ		
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG	14 460 486	7 721 835
		Fonds commercial	AH	AI	1 125 000	13 163 159
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK	2 533 083	4 218 532
		Avances et acomptes sur immobilisation incorporelles	AL	AM		
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	AO		
		Constructions	AP	AQ		
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS		
		Autres immobilisations corporelles	AT	AU	7 165 384	748 994
		Immobilisations en cours	AV	AW	875 911	
		Avances et acomptes	AV	AY		
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Participations	CS	CT		
		Autres participations	CU	CV	14 663 127	67 500 000
		Créances rattachées à des participations	BB	BC		
		Autres titres immobilisés	BD	BE	24 618	2 109 441
		Prêts	BF	BG		
		Autres immobilisations financières	BH	BI	588 588	
	TOTAL (II)	BJ	132 679 624	BK	37 438 615	95 241 010
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières, approvisionnements	BL	BM		
		En-cours de production de biens	BN	BO		
		En-cours productions de services	BP	BQ		
		Produits intermédiaires et finis	BR	BS		
		Marchandises	BT	BU		
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW	17 843	32 143
		Clients et comptes rattachés	BX	BY	56 721 536	50 903 033
		Autres créances	BZ	CA	6 577 676	257 245
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC		
		Valeurs mobilières de placement	CD	CE	679 082	77 313 260
Comptes de régularisation		Disponibilités	CF	CG	87 737 610	72 663 633
		Charges constatées d'avances	CH	CI	1 892 943	767 750
		TOTAL (III)	CJ	CK	679 082	230 260 869
		Frais d'émission d'emprunts à étaler (IV)	CW		0	
		Primes de remboursement des obligations (V)	CM		0	
		Ecarts de conversion actif (VI)	CN		0	
		TOTAL GENERAL (I à VI)	CO	1A	38 117 697	325 501 878
						265 184 771

BILAN - PASSIF
Etat préparatoire

Date de fin de période :
31/12/2021

Société : LBPAM ALPHA
Etablissement : *
Approche : NAT
Avec les écritures de simulation : Oui
Devise d'expression : Tenue de compte

		Exercice N		Exercice N-1	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel	DA	5 924 099	DA	5 924 099
	Primes d'émission, de fusion, d'apport,...	DB	97 434 652	DB	121 547 585
	Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence EK	DC		DC	
	Réserve légale	DD	592 410	DD	
	Réserves statutaires et contractuelles	DE		DE	
	Réserves réglementées Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation de co B1	DF		DF	
	Autres réserves Dont réserve relative à l'achat d'œuvre originale d'artiste vi EJ	DG	36 630	DG	36 630
	Report à nouveau	DH		DH	- 3 642
	RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou Perte)	DI	54 308 216	DI	3 328 303
	Subventions d'investissement	DJ		DJ	
	Provisions réglementées	DK		DK	
	TOTAL (I)	DL	158 296 006	DL	130 832 975
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs	DM		DM	
	Avances conditionnées	DN		DN	
	TOTAL (II)	DO		DO	
Provisions pour risques & charges	Provisions pour risques	DP	2 082 000	DP	902 000
	Provisions pour charges	DQ		DQ	
	TOTAL (III)	DR	2 082 000	DR	902 000
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		DS	
	Autres emprunts obligataires	DT		DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	DU	742 006	DU	
	Emprunts et dettes financières divers Dont emprunts participatifs EI	DV		DV	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		DW	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	136 651 646	DX	83 978 886
	Dettes fiscales et sociales	DY	24 566 371	DY	22 601 093
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		DZ	
	Autres dettes	EA	3 163 849	EA	26 798 179
	TOTAL (IV)	EC	165 123 872	EC	133 378 158
Cpte Réqu	Produits constatés d'avances (4)	EB		EB	
	TOTAL (V)	ED		ED	71 638
	TOTAL GENERAL (I à V)	EE	325 501 878	EE	265 184 771

2 Compte de résultat au 31/12/2021

		Exercice N						Exercice (N-1)		
		France		Export et livraisons Intracomm		Total				
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	FA		FB		FC		FC		
	Production vendue de biens	FD		FE		FF		FF		
	Production vendue de services	FG	269 302 472	FH		FI	269 302 472	FI	40 180 049	
	Chiffres d'affaires nets	FJ	269 302 472	FK		FL	269 302 472	FL	40 180 049	
	Production stockée					FM		FM		
	Production immobilisée					FN		FN		
	Subventions d'exploitation					FO		FO		
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges					FP	9 921 673	FP	2 050 500	
	Autres produits					FQ	112 466	FQ	19 965	
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	279 336 611	FR	42 250 514	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises [y compris droits de douane]					FS		FS		
	Variation de stock (marchandises)					FT		FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)					FU		FU		
	Variation de stock [Matières premières et approvisionnement]					FV		FV		
	Autres achats et charges externes					FW	192 593 456	FW	30 749 537	
	Impôts,Taxes et versements assimilés					FX	5 254 313	FX	719 309	
	Salaires et traitements					FY	21 435 018	FY	2 387 408	
	Charges sociales					FZ	10 420 055	FZ	1 165 836	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Dotations aux amortissements sur immobilisations					GA	3 718 736	GA	1 220 308
		Dotations aux provisions sur immobilisations					GB		GB	
		Dotations aux provisions sur actif circulant					GC		GC	
		Dotations aux provisions pour risques et charges					GD	1 305 000	GD	59 000
	Autres charges					GE	2 199 649	GE	345 176	
	Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	236 926 227	GF	36 646 574	
	1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)					GG	42 410 384	GG	5 603 940	

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE EN LISTE (SUITE)
Etat préparatoire

Date de fin de période :
31/12/2021

Société : LBPAM ALPHA
Etablissement : *
Approche : NAT
Avec les écritures de simulation : Oui
Devise d'expression : Tenue de compte

		Exercice N		Exercice N-1	
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			42 410 384		5 603 940
Opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	GH		GH	
	Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)	GI		GI	
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations	GJ		GJ	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	GK	4 651	GK	1 671
	Autres intérêts et produits assimilés	GL	9 211 218	GL	
	Reprises sur provisions et transferts de charges	GM	17 882 353	GM	360 725
	Différences positives de change	GN	150 055	GN	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placements	GO	2 686	GO	
	Total des produits financiers (V)	GP	27 250 963	GP	362 396
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions	GQ	703 700	GQ	331 482
	Intérêts et charges assimilés	GR	89	GR	
	Différences négatives de change	GS	176 184	GS	7 391
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	GT	59	GT	
	Total des charges financières (VI)	GU	880 032	GU	338 873
2 - RESULTAT FINANCIER (V-VI)		GV	26 370 931	GV	23 523
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)		GW	68 781 315	GW	5 627 463
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA		HA	
	Produits exceptionnels sur opération en capital	HB		HB	
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC		HC	
	Total des produits exceptionnels (VII)	HD		HD	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	HE	28 556	HE	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	HF		HF	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG		HG	
	Total des charges exceptionnelles (VIII)	HH	28 556	HH	
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)		HI	- 28 556	HI	
Participation des salariés au résultat de l'entreprise		HJ	2 025 567	HJ	421 619
Impôt sur les bénéfices		HK	12 418 976	HK	1 877 541
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	306 587 574	HL	42 612 910
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	252 279 358	HM	39 284 607
5 - BENEFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)		HN	54 308 216		3 328 303

3 Annexes

3.1 Faits significatifs

Dans le cadre de l'opération de rapprochement et de création d'une plateforme commune de services, La Banque Postale Asset Management bénéficie de certaines prestations de services (activités de middle office, Conformité, Risques & IT) de la part d'OStrum La bascule opérationnelle et informatique n'étant pas finalisées certaines prestations ne seront pleinement opérationnelles qu'au cours du 1^{er} semestre 2022.

Au 31 décembre 2021, dans un objectif de simplification de l'organigramme de l'activité de gestion d'actifs, LBP AM a réalisé une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) avec sa filiale Tocqueville Finance Holding (TFH) Les principaux éléments de l'apport sont repris ci-dessous :

Actif	en M€	Passif	en M€
Immobilisations financières	50	Capitaux propres apportés	52
Créances	-	Dettes	-
Disponibilités	2		
Total	52	Total	52

Les capitaux propres apportés ont dégagé une plus-value de 9,2millions d'euros et une prime d'émission de 3,8 millions d'euros.

3.2 Règles et Méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, du Règlement de l'ANC n°2015-06 du 23 novembre 2015 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 relatif au plan comptable général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1^{ier} janvier au 31 décembre. Les comptes présentés dans ce document couvrent la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Aucun événement significatif n'a eu lieu depuis la clôture de l'exercice et la date à laquelle les annexes ont été établies.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles comprennent les logiciels informatiques amortis linéairement sur 12 mois.

Les logiciels dont la valeur comptable est d'un montant inférieur à 380 € HT ne sont pas immobilisés.

Depuis 2010, les projets informatiques majeurs ont été immobilisés. Ils sont amortis sur 5 ans en linéaire.

En 2021, le montant de 2 533 K€ en immobilisations en cours concernent des projets informatiques dont principalement:

- Projet Oxygen : 1 994 K€
- Projet Hydrogen : 267 K€
- Projet Yellow : 172 K€

Les coûts externes relatifs aux principaux projets informatiques sont immobilisés.

Le fonds commercial se compose de 2 éléments :

- Un fonds de commerce d'un montant de 1 125K€ correspondant au coût d'acquisition d'encours de FCPE effectuée à la création de FGA en 2003. Dès 2004, une dépréciation a été constatée reflétant les encours réellement transférés ; dépréciation révisée tous les ans en fonction de l'évolution des encours de FCPE. Depuis 2012, le fonds de commerce est totalement déprécié suite à la restructuration engagée en matière d'épargne salariale
- Des malis de fusion constatés à l'occasion de la fusion avec Roosevelt SNC en 2014 (0.2M€) et FGA en avril 2016 (12.9M€) ; qui font l'objet de tests de dépréciation.

3.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les dépréciations sont calculées suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- | | | |
|---|------------|----|
| ▪ Agencements, aménagements et installations divers | 5 à 10 ans | LD |
| ▪ Matériels de bureau et informatique | 3 à 5 ans | LD |
| ▪ Mobilier | 5 ans | L |
| ▪ Autres immobilisations | 5 ans | L |

Les biens dont la valeur comptable est d'un montant inférieur à 380 € HT ne sont pas immobilisés.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont amortis sur une durée de 5 ans.

3.2.3 Engagements retraite

L'engagement en matière d'indemnités de départ à la retraite a été évaluée selon les grilles en vigueur. Au 31 décembre 2021, il n'y a pas d'engagement net non comptabilisé.

Il a été déterminé en tenant compte à la date d'évaluation des hypothèses de départ anticipé en fonction de l'âge des salariés concernés, d'augmentations des salaires (1%) et de taux d'actualisation de 0,8%.

3.2.4 Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais d'acquisitions. Au cours de l'exercice 2021, LBPAM a bénéficié de l'apport des titres de participation dans Tocqueville Finance SA dans le cadre de la TUP réalisée avec Tocqueville Finance Holding pour une valeur nette de 50 millions d'euros.

Les titres immobilisés et les valeurs mobilières de placement sont valorisés à la valeur d'achat historique. A la clôture des comptes, ils sont évalués sur la base du dernier cours connu pour les titres cotés et sur la base de leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Les moins-values latentes, sont calculées ligne à ligne et donnent lieu à dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas prises en considération.

Les cessions sont basées sur la méthode dite "FIFO" (first in - first out).

Les résultats nets de cessions sont inscrits en résultat financier sous la rubrique de "produits et charges sur cessions de VMP". Les dotations et reprises de dépréciations, sont également enregistrées en résultat financier.

La plus-value latente sur titres immobilisés s'élève à 1 051 906,35 € au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, il n'y a pas de plus-value latente sur valeurs mobilières de placement.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.2.5 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque des indices objectifs présupposent que l'estimation de recouvrement sera inférieure au montant comptabilisé. Les créances en devises sont comptabilisées au cours du jour de règlement ; les provisions éventuelles en fin d'exercice sont évaluées sur la base du cours de clôture.

3.2.6 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont établies en procédant à une revue et une estimation prudente des événements de l'année. Ces estimations et appréciations sont revues de manière régulière pour prendre en compte les évolutions pertinentes.

3.2.7 Disponibilités

Le compte dollars de LBPAM a un solde créditeur de 843 809,23 usd. Ce montant est valorisé dans nos comptes à 742 006 euros. Les opérations en devises sont comptabilisées sur la base du cours du jour ; à la fin de l'exercice le solde en devises est évalué conformément au PCG (Art 420-7) au dernier cours de change.

3.2.8 Transferts de charges

Détail des transferts de charges*				Montant (en €)
Prestations fournies par	LBPAM	à	LBP	6 615
Prestations fournies par	LBPAM	à	BPE	47 693
Prestations fournies par	LBPAM	à	Easy Bourse	3 000
Prestations fournies par	LBPAM	à	Tocqueville	4 668 922
Prestations fournies par	LBPAM	à	Ostrum	926 412
Prestations fournies par	LBPAM	à	OPC/Mandats	4 144 030
Total				9 796 673

Suite à la mise en œuvre de la réglementation MIFID II sur les frais de recherche, les transferts de charges enregistrent également les refacturations des frais de recherche aux fonds et aux mandats à hauteur de 3,8M€.

3.2.9 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 1 892 943 € .
Elles correspondent uniquement à des charges d'exploitation.

3.2.10 Divers

Le prorata de TVA définitif pour l'année 2021 s'élève à 1%.

3.3 Immobilisations

	01/01/2021	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2021
Immob. Incorporelles					
205000 Logiciels	14 826 164	279 366		7 076 791	22 182 321
207000 Fonds commercial	14 288 159				14 288 159
232000 Immob. en cours	4 218 532	5 391 342		- 7 076 791	2 533 083
Total	33 332 855	5 670 708	-	-	39 003 563
Immob. Corporelles : AAI					
218140 Amgts -installations	2 948 170			-	2 948 170
Total	2 948 170	-	-	-	2 948 170
Immob. Corporelles : mat. de bureau, infor.& mob.					
218300 Matériel informatique	3 570 579	330 860		-	3 901 439
218310 Mat. bureau & autres	738 612			-	738 612
218400 Mobilier	179 325			-	179 325
218410 Œuvres originales	146 832			-	146 832
Total	4 635 348	330 860	-	-	4 966 208
Immob. Corporelles en cours					
231800 Immobilisations corporelles en cours		875 911			875 911
Total	-	875 911	-	-	875 911
Immob. fin : titres & participations					
261100 Titres & participations	38 989 857	82 163 127	38 989 857		82 163 127
Total	38 989 857	82 163 127	38 989 857		82 163 127
Immob. fin : autres titres immobilisés					
271120 Titres immobilisés	2 026 011	108 047			2 134 059
Total	2 026 011	108 047	-		2 134 059
Autres immob. financières					
275100 Dépôts & cautionnements		588 588			588 588
Total	-	588 588	-		588 588

Les immobilisations incorporelles regroupent principalement des projets de développements informatiques amortis sur 5 ans.

LBP AM a réalisé une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) avec sa filiale Tocqueville Finance Holding (TFH) le 31 décembre 2021. Dans ce cadre, les titres de TFH ont été annulés (39 millions d'euros) et a reçu dans le cadre des apports les titres de Tocqueville Finance SA à hauteur de 82 millions d'euros.

Les immobilisations corporelles en cours correspondent aux investissements qui sont réalisés dans les nouveaux locaux qui seront finalisés au cours du premier semestre 2022.

3.4 Amortissements et provisions

3.4.1 Amortissements

N° de compte	Intitulé	01/01/2021	Augmentation	Diminution	31/12/2021
Immob. Incorporelles					
280500	Logiciels	11 481 249	2 979 237		14 460 486
	Total	11 481 249	2 979 237	-	14 460 486
Immob. Corporelles : AAI					
281814	Amgts -installations	2 692 220	255 949		2 948 169
	Total	2 692 220	255 949	-	2 948 169
Immob. Corporelles : mat. de bureau, infor.& mob.					
281830	Matériel informatique	2 951 920	418 901		3 370 821
281832	Mat. bureau & autres	603 804	64 148		667 952
281840	Mobilier	177 941	501		178 442
	Total	3 733 665	483 549	-	4 217 214

3.4.2 Dépréciations des immobilisations

N° de compte	Intitulé	01/01/2021	Augmentation	Diminution	Apport	31/12/2021
Immob. Incorporelles						
290710	Fonds de commerce	1 125 000	-	-		1 125 000
Immob. Financières						
297100	Titres immobilisés	36 389	24 618	- 36 389		24 618
296100	Titres de participation	-	-	17 550 871	32 213 998	14 663 127
	Total	1 161 389	24 618	- 17 587 260	32 213 998	15 812 745

Dans le cadre de la TUP avec TFH, LBP AM a reçu les titres de participation de TFSA et la provision pour dépréciation correspondante à hauteur de 32 millions d'euros.

La valorisation de la filiale à 67,5 millions d'euros a entraîné la reprise de cette provision à hauteur de 17,6 millions d'euros.

3.4.3 Provisions pour risques et charges

N° de compte	Intitulé	01/01/2021	Augmentation	Reprises utilisées	Reprise sans objet	31/12/2021
151100	Prov. pour litiges RH	402 000	320 000	125 000		597 000
158030	Provisions pour charges	-				-
151800	Provisions pour risques	500 000	985 000			1 485 000
	Total	902 000	1 305 000	125 000	-	2 082 000

3.5 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel correspond à des pénalités fiscales.

3.6 Etat des créances et dettes

3.6.1 Créances

ETAT DES CREANCES	Montant brut	dont un an au plus	dont à plus d'un an
Actif immobilisé			
Dépôts & cautionnements	588 588	588 588	-
Total I	588 588	588 588	-
Actif circulant			
Avances et acomptes versés	17 843	17 843	
Clients et comptes rattachés	56 721 536	56 721 536	-
Personnel et comptes rattachés	499 376	499 376	-
Etat : TVA & IS	5 861 933	5 861 933	-
Autres créances	216 367	216 367	-
Total II	63 317 055	63 317 055	-
CCA			
Charges constatées d'avance	1 892 943	1 892 943	-
Total III	1 892 943	1 892 943	-
Total I + II + III	65 798 586	65 798 586	-

Les charges constatées d'avance correspondent à des factures fournisseurs portant sur des services dont la prestation interviendra en 2022.

Les dépôts et cautionnements correspondent à une garantie de prise de possession des nouveaux locaux.

3.6.2 Dettes

ETAT DES DETTES	Montant brut	dont un an au plus	dont à plus d'un an
Avances et acomptes reçus sur commande	-	-	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	136 651 646	136 651 646	
Personnel et comptes rattachés	11 858 926	11 858 926	
Sécurité sociale et autres org. Sociaux	7 169 301	7 169 301	
Etat : TVA	2 415 060	2 415 060	
Etat : autres impôts & taxes assimilées	3 123 085	3 123 085	
Dettes sur immobilisations	-	-	
Autres dettes	3 163 849	3 163 849	
Total I	164 381 866	164 381 866	-
PCA			
Produits constatés d'avance	-	-	-
Total II	-	-	-
Total I + II	164 381 866	164 381 866	-

3.7 Produits à recevoir et charges à payer

3.7.1 Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant (en €)
Produit à recevoir	31 217 933
Total	31 217 933

3.7.2 Charges à payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant (en €)
Charges à payer	126 127 223
Total	126 127 223

Les honoraires versés par LBPAM aux commissaires aux comptes au titre de la certification des comptes de l'exercice 2021 s'élèvent à :

KPMG : 47 500 €

3.8 Capitaux propres

3.8.1 Composition du capital social

Catégorie de titres	Nombre de titres			
	Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice
Actions	59 240 986			59 240 986
Certificats d'investissement	-	-	-	-

La valeur nominale des actions est de dix centimes d'euros.

3.8.2 Variation des capitaux propres

(en €)	2020	Affectation du résultat 2020	Prime de fusion	Résultat de l'exercice	2021
Capital social	5 924 099				5 924 099
Primes émissions, fusion, apport	121 547 585	- 27 954 580	3 841 647		97 434 652
Réserve légale	-	592 410			592 410
Réserves règlementées	-				-
Autres réserves	36 630				36 630
Report à nouveau	-	3 642			-
Résultat de l'exercice	3 328 303	- 3 328 303		54 308 216	54 308 216
Capitaux propres	130 832 975	- 30 686 831	3 841 647	54 308 216	158 296 006

La TUP réalisée avec TFH a généré une prime de fusion de 3,8 millions d'euros.

3.8.3 Affectation du résultat 2020

	(en €)
Dividendes distribués, prélevés sur le résultat 2020	2 732 251
Acompte sur dividende 2021	
Réserve Légale	592 410
Report à nouveau	3 642
Total	3 328 303

3.9 Engagements financiers

3.9.1 Engagements reçus

Néant

3.9.2 Engagements donnés

Engagements donnés	Montant (en €)
Cautionnement des prêts aux salariés*	1373
Total	1 373

3.10 Effectif moyen

Personnel salarié 2021	
Cadres	154
Non cadres	6
Total	160

Les charges liées au personnel mis à disposition de la société se sont élevées à 2 028K€ au titre de l'exercice 2021.

3.11 Participation des salariés aux résultats

La réserve spéciale de participation s'élève à 2 millions d'euros à distribuer aux salariés.

3.12 Montant des rémunérations allouées aux membres des organes d'Administration, de Direction et de Surveillance (Décret 83-1020 du 29 novembre 1983 art. 24,18)

Directoire et Administrateurs

L'information relative à la rémunération versée aux membres du Directoire n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Jetons de présence au titre de l'exercice 2021 : 31 500€

3.13 Identité de la Société-mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale	Forme	Au capital de (en €)	N°SIRET	Ayant son siège social à
LBPAM Holding	S.A.	7 273 918,80	879555183	34 rue de la Fédération, 75 015 Paris

LBPAM est consolidée selon la méthode de l'intégration globale. Les conditions décrites à l'article R233-15 du code de commerce étant réunies, la société est donc exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés.

3.14 Liste des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Capitaux propres	Quote part du capital détenue en %	Valeur brute de Titres au 31/12/2021	Valeur nette de Titres au 31/12/2021	Dividendes distribués en 2021	Dernier exercice	Chiffre d'affaires dernier exercice (en €)	Résultat du dernier exercice (en €)	Cautions et avais donnés	Prêts et avances consentis
Filiales											
Tocqueville Finance SA	2 520 548	16 491 861	99,9%	82 163 127	67 500 000	7 940 900	2 021	46 399 408	8 205 661	-	-
Participations											

3.15 Ventilation de l'impôt

2021	Résultat courant avant impôt	Résultat fiscal	%	Montant	Résultat net
Résultat Courant	68 781 315	40 094 394	27,50%	11 025 958,33	57 755 356,57
Résultat Exceptionnel	- 28 556	-	27,50%	-	- 28 556
				11 025 958	57 726 801
			3,30%	338 678	- 338 678
				11 364 636	57 388 123
Taxe 3% sur dividendes					
Avoirs fiscaux				- 19 200	- 19 200
					57 407 323
Participation					- 2 025 567
Redressement fiscal 2018				1 073 540	- 1 073 540
TOTAL	68 752 759	-		12 418 976	54 308 216

On constate un accroissement de la dette future d'impôt de 10 541 435 € au 31.12.2021

LA BANQUE POSTALE ASSET MANAGEMENT

*Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital de 5 924 098,60 euros*

*Siège social : 36 quai Henri IV – 75004 Paris
879 553 857 RCS Paris*

OBSERVATIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE SUR LE RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE ET LES COMPTES DE L'EXERCICE 2021

Au cours de l'année 2021, le Conseil de surveillance a exercé, dans le respect des dispositions légales et statutaires, les vérifications et contrôles qu'il a estimés nécessaires dans le cadre de sa mission de surveillance de la gestion de la société par le Directoire.

Ainsi, le Conseil a notamment examiné les comptes sociaux de l'exercice 2021 qui lui ont été présentés par le Directoire, conformément à la loi. Il a également examiné le rapport de gestion du Directoire portant sur l'activité de La Banque Postale Asset Management au cours de cet exercice.

Le Conseil de surveillance n'a pas d'observation particulière à formuler sur les comptes et le rapport de gestion du Directoire.

**Pour le Conseil de surveillance,
Le Président,**

Philippe Heim



LA BANQUE POSTALE ASSET MANAGEMENT

*Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital de 5 924 098,60 €
36, quai Henri IV 75004 Paris
879 553 857 RCS Paris*

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 25 MAI 2022

- AFFECTATION DU RESULTAT ET FIXATION DU DIVIDENDE -

Deuxième résolution : (Affectation du résultat et fixation du dividende)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, connaissance prise du rapport du Directoire, constate l'existence d'un bénéfice distribuable de 54 308 215,88 euros composé de la manière suivante :

. Bénéfice de l'exercice :	54 308 215,88 €
. Report à nouveau antérieur :	0 €
. Réserve légale :	0 €

Bénéfice distribuable : 54 308 215,88 €

et décide de l'affecter en totalité au report à nouveau de la manière suivante :

. à titre de dividendes :	11 492 751,28 €
. le solde au poste « Report à nouveau » :	42 815 464,60 €

Total 54 308 215,88 €

Elle fixe en conséquence le dividende à 0,194 euros pour chacune des 59 240 986 actions qui composent le capital social. Ce dividende sera mis en paiement au plus tard le 30 juin 2022.

L'Assemblée générale prend acte que les dividendes suivants, tous éligibles à l'abattement prévu au 2° du paragraphe 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts ont été mis en distribution au titre des trois derniers exercices :

Exercices	Dividende global	Dividende par action
2021	11 492 751,28 €	0,194 €
2020	30 686 830,75€	0,518 €
2019	0,00 €	0,00 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

*Extrait certifié conforme à l'original
Dominique Orlando, Secrétaire des Instances*





KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

LA BANQUE POSTALE ASSET MANAGEMENT - S.A.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021
LA BANQUE POSTALE ASSET MANAGEMENT - S.A.
36, quai Henri IV - 75004 Paris

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

LA BANQUE POSTALE ASSET MANAGEMENT - S.A.

36, quai Henri IV - 75004 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société LA BANQUE POSTALE ASSET MANAGEMENT,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LA BANQUE POSTALE ASSET MANAGEMENT, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Estimations comptables

Comme indiqué dans la note 3.1 de l'annexe, dans le cadre de la Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) avec sa filiale Tocqueville Finance Holding (TFH) réalisée au 31 décembre 2021, votre société constate que les capitaux propres apportés ont dégagé une plus-value de 9,2 millions d'euros et une prime d'émission de 3,8 millions d'euros. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nos travaux ont consisté à apprécier les données et hypothèses utilisées dans le cadre de la détermination de cette plus-value et de cette prime d'émission.

Comme indiqué dans la note 3.2.1 de l'annexe, le fonds commercial est évalué à son coût d'acquisition et fait l'objet de tests de dépréciation réguliers. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nos travaux ont consisté à apprécier les données et hypothèses utilisées dans le cadre de la détermination de ces tests de dépréciation.

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2021 s'établit à 67 500 00 euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et le cas échéant, dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note 3.2.4 de l'annexe.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à revoir l'actualisation des perspectives de rentabilité des activités concernées et de réalisation des objectifs, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des plans stratégiques établis par chacune de ces activités sous le contrôle de la direction générale.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense,

KPMG S.A.

Isabelle Bousquié
Associé

1 Bilan au 31/12/2021

BILAN - ACTIF Etat préparatoire

Date de fin de période :
31/12/2021

Société LBPAM ALPHA
Etablissement *
Approche : NAT
Avec les écritures de simulation : Oui
Devise d'expression : Tenue de compte

			Brut	Amortissements, provisions	Exercice N	Exercice N-1
					Net	Net
	Capital souscrit non appelé (I)	AA				
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissements	AB	AC		
		Frais de recherche et développement	CX	CQ		
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG	14 460 486	7 721 835
		Fonds commercial	AH	AI	1 125 000	13 163 159
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK		2 533 083
		Avances et acomptes sur immobilisation incorporelles	AL	AM		
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	AO		
		Constructions	AP	AQ		
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS		
		Autres immobilisations corporelles	AT	AU	7 165 384	748 994
		Immobilisations en cours	AV	AW		875 911
		Avances et acomptes	AV	AY		
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Participations	CS	CT		
		Autres participations	CU	CV	14 663 127	67 500 000
		Créances rattachées à des participations	BB	BC		
		Autres titres immobilisés	BD	BE	24 618	2 109 441
		Prêts	BF	BG		
		Autres immobilisations financières	BH	BI		588 588
	TOTAL (II)	BJ	132 679 624	BK	37 438 615	95 241 010
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières, approvisionnements	BL	BM		
		En-cours de production de biens	BN	BO		
		En-cours productions de services	BP	BQ		
		Produits intermédiaires et finis	BR	BS		
		Marchandises	BT	BU		
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW	17 843	32 143
		Clients et comptes rattachés	BX	BY	56 721 536	50 903 033
		Autres créances	BZ	CA	6 577 676	257 245
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC		
		Valeurs mobilières de placement	CD	CE	679 082	77 313 260
Comptes de régularisation		Disponibilités	CF	CG	87 737 610	72 663 633
		Charges constatées d'avances	CH	CI	1 892 943	767 750
		TOTAL (III)	CJ	CK	679 082	230 260 869
		Frais d'émission d'emprunts à étaler (IV)	CW		0	
		Primes de remboursement des obligations (V)	CM		0	
		Ecarts de conversion actif (VI)	CN		0	
		TOTAL GENERAL (I à VI)	CO	1A	38 117 697	325 501 878
						265 184 771

BILAN - PASSIF
Etat préparatoire

Date de fin de période :
31/12/2021

Société : LBPAM ALPHA
Etablissement : *
Approche : NAT
Avec les écritures de simulation : Oui
Devise d'expression : Tenue de compte

		Exercice N		Exercice N-1	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel	DA	5 924 099	DA	5 924 099
	Primes d'émission, de fusion, d'apport,...	DB	97 434 652	DB	121 547 585
	Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence EK	DC		DC	
	Réserve légale	DD	592 410	DD	
	Réserves statutaires et contractuelles	DE		DE	
	Réserves réglementées Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation de co B1	DF		DF	
	Autres réserves Dont réserve relative à l'achat d'œuvre originale d'artiste vi EJ	DG	36 630	DG	36 630
	Report à nouveau	DH		DH	- 3 642
	RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou Perte)	DI	54 308 216	DI	3 328 303
	Subventions d'investissement	DJ		DJ	
	Provisions réglementées	DK		DK	
	TOTAL (I)	DL	158 296 006	DL	130 832 975
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs	DM		DM	
	Avances conditionnées	DN		DN	
	TOTAL (II)	DO		DO	
Provisions pour risques & charges	Provisions pour risques	DP	2 082 000	DP	902 000
	Provisions pour charges	DQ		DQ	
	TOTAL (III)	DR	2 082 000	DR	902 000
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		DS	
	Autres emprunts obligataires	DT		DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	DU	742 006	DU	
	Emprunts et dettes financières divers Dont emprunts participatifs EI	DV		DV	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		DW	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	136 651 646	DX	83 978 886
	Dettes fiscales et sociales	DY	24 566 371	DY	22 601 093
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		DZ	
	Autres dettes	EA	3 163 849	EA	26 798 179
	TOTAL (IV)	EC	165 123 872	EC	133 378 158
Cpte Réqu	Produits constatés d'avances (4)	EB		EB	
	TOTAL GENERAL (I à V)	EE	325 501 878	EE	265 184 771

2 Compte de résultat au 31/12/2021

		Exercice N						Exercice (N-1)	
		France		Export et livraisons Intracomm		Total			
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	FA		FB		FC		FC	
	Production vendue de biens	FD		FE		FF		FF	
	Production vendue de services	FG	269 302 472	FH		FI	269 302 472	FI	40 180 049
	Chiffres d'affaires nets	FJ	269 302 472	FK		FL	269 302 472	FL	40 180 049
	Production stockée					FM		FM	
	Production immobilisée					FN		FN	
	Subventions d'exploitation					FO		FO	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges					FP	9 921 673	FP	2 050 500
	Autres produits					FQ	112 466	FQ	19 965
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	279 336 611	FR	42 250 514
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises [y compris droits de douane]					FS		FS	
	Variation de stock (marchandises)					FT		FT	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)					FU		FU	
	Variation de stock [Matières premières et approvisionnement]					FV		FV	
	Autres achats et charges externes					FW	192 593 456	FW	30 749 537
	Impôts, Taxes et versements assimilés					FX	5 254 313	FX	719 309
	Salaires et traitements					FY	21 435 018	FY	2 387 408
	Charges sociales					FZ	10 420 055	FZ	1 165 836
	DOTATIONS D'EXPLOITATION					GA	3 718 736	GA	1 220 308
						GB		GB	
						GC		GC	
						GD	1 305 000	GD	59 000
	Autres charges					GE	2 199 649	GE	345 176
	Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	236 926 227	GF	36 646 574
	1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)					GG	42 410 384	GG	5 603 940

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE EN LISTE (SUITE)
Etat préparatoire

Date de fin de période :
31/12/2021

Société : LBPAM ALPHA
Etablissement : *
Approche : NAT
Avec les écritures de simulation : Oui
Devise d'expression : Tenue de compte

		Exercice N		Exercice N-1	
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			42 410 384		5 603 940
Opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	GH		GH	
	Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)	GI		GI	
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations	GJ		GJ	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	GK	4 651	GK	1 671
	Autres intérêts et produits assimilés	GL	9 211 218	GL	
	Reprises sur provisions et transferts de charges	GM	17 882 353	GM	360 725
	Différences positives de change	GN	150 055	GN	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placements	GO	2 686	GO	
	Total des produits financiers (V)	GP	27 250 963	GP	362 396
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions	GQ	703 700	GQ	331 482
	Intérêts et charges assimilés	GR	89	GR	
	Différences négatives de change	GS	176 184	GS	7 391
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	GT	59	GT	
	Total des charges financières (VI)	GU	880 032	GU	338 873
2 - RESULTAT FINANCIER (V-VI)		GV	26 370 931	GV	23 523
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)		GW	68 781 315	GW	5 627 463
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA		HA	
	Produits exceptionnels sur opération en capital	HB		HB	
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC		HC	
	Total des produits exceptionnels (VII)	HD		HD	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	HE	28 556	HE	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	HF		HF	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG		HG	
	Total des charges exceptionnelles (VIII)	HH	28 556	HH	
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)		HI	- 28 556	HI	
Participation des salariés au résultat de l'entreprise		HJ	2 025 567	HJ	421 619
Impôt sur les bénéfices		HK	12 418 976	HK	1 877 541
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	306 587 574	HL	42 612 910
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	252 279 358	HM	39 284 607
5 - BENEFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)		HN	54 308 216		3 328 303

3 Annexes

3.1 Faits significatifs

Dans le cadre de l'opération de rapprochement et de création d'une plateforme commune de services, La Banque Postale Asset Management bénéficie de certaines prestations de services (activités de middle office, Conformité, Risques & IT) de la part d'OStrum La bascule opérationnelle et informatique n'étant pas finalisées certaines prestations ne seront pleinement opérationnelles qu'au cours du 1^{er} semestre 2022.

Au 31 décembre 2021, dans un objectif de simplification de l'organigramme de l'activité de gestion d'actifs, LBP AM a réalisé une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) avec sa filiale Tocqueville Finance Holding (TFH) Les principaux éléments de l'apport sont repris ci-dessous :

Actif	en M€	Passif	en M€
Immobilisations financières	50	Capitaux propres apportés	52
Créances	-	Dettes	-
Disponibilités	2		
Total	52	Total	52

Les capitaux propres apportés ont dégagé une plus-value de 9,2millions d'euros et une prime d'émission de 3,8 millions d'euros.

3.2 Règles et Méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, du Règlement de l'ANC n°2015-06 du 23 novembre 2015 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 relatif au plan comptable général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1^{ier} janvier au 31 décembre. Les comptes présentés dans ce document couvrent la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Aucun événement significatif n'a eu lieu depuis la clôture de l'exercice et la date à laquelle les annexes ont été établies.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles comprennent les logiciels informatiques amortis linéairement sur 12 mois.

Les logiciels dont la valeur comptable est d'un montant inférieur à 380 € HT ne sont pas immobilisés.

Depuis 2010, les projets informatiques majeurs ont été immobilisés. Ils sont amortis sur 5 ans en linéaire.

En 2021, le montant de 2 533 K€ en immobilisations en cours concernent des projets informatiques dont principalement:

- Projet Oxygen : 1 994 K€
- Projet Hydrogen : 267 K€
- Projet Yellow : 172 K€

Les coûts externes relatifs aux principaux projets informatiques sont immobilisés.

Le fonds commercial se compose de 2 éléments :

- Un fonds de commerce d'un montant de 1 125K€ correspondant au coût d'acquisition d'encours de FCPE effectuée à la création de FGA en 2003. Dès 2004, une dépréciation a été constatée reflétant les encours réellement transférés ; dépréciation révisée tous les ans en fonction de l'évolution des encours de FCPE. Depuis 2012, le fonds de commerce est totalement déprécié suite à la restructuration engagée en matière d'épargne salariale
- Des malis de fusion constatés à l'occasion de la fusion avec Roosevelt SNC en 2014 (0.2M€) et FGA en avril 2016 (12.9M€) ; qui font l'objet de tests de dépréciation.

3.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les dépréciations sont calculées suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- | | | |
|---|------------|----|
| ▪ Agencements, aménagements et installations divers | 5 à 10 ans | LD |
| ▪ Matériels de bureau et informatique | 3 à 5 ans | LD |
| ▪ Mobilier | 5 ans | L |
| ▪ Autres immobilisations | 5 ans | L |

Les biens dont la valeur comptable est d'un montant inférieur à 380 € HT ne sont pas immobilisés.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont amortis sur une durée de 5 ans.

3.2.3 Engagements retraite

L'engagement en matière d'indemnités de départ à la retraite a été évaluée selon les grilles en vigueur. Au 31 décembre 2021, il n'y a pas d'engagement net non comptabilisé.

Il a été déterminé en tenant compte à la date d'évaluation des hypothèses de départ anticipé en fonction de l'âge des salariés concernés, d'augmentations des salaires (1%) et de taux d'actualisation de 0,8%.

3.2.4 Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais d'acquisitions. Au cours de l'exercice 2021, LBPAM a bénéficié de l'apport des titres de participation dans Tocqueville Finance SA dans le cadre de la TUP réalisée avec Tocqueville Finance Holding pour une valeur nette de 50 millions d'euros.

Les titres immobilisés et les valeurs mobilières de placement sont valorisés à la valeur d'achat historique. A la clôture des comptes, ils sont évalués sur la base du dernier cours connu pour les titres cotés et sur la base de leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Les moins-values latentes, sont calculées ligne à ligne et donnent lieu à dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas prises en considération.

Les cessions sont basées sur la méthode dite "FIFO" (first in - first out).

Les résultats nets de cessions sont inscrits en résultat financier sous la rubrique de "produits et charges sur cessions de VMP". Les dotations et reprises de dépréciations, sont également enregistrées en résultat financier.

La plus-value latente sur titres immobilisés s'élève à 1 051 906,35 € au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, il n'y a pas de plus-value latente sur valeurs mobilières de placement.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.2.5 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque des indices objectifs présupposent que l'estimation de recouvrement sera inférieure au montant comptabilisé. Les créances en devises sont comptabilisées au cours du jour de règlement ; les provisions éventuelles en fin d'exercice sont évaluées sur la base du cours de clôture.

3.2.6 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont établies en procédant à une revue et une estimation prudente des événements de l'année. Ces estimations et appréciations sont revues de manière régulière pour prendre en compte les évolutions pertinentes.

3.2.7 Disponibilités

Le compte dollars de LBPAM a un solde créditeur de 843 809,23 usd. Ce montant est valorisé dans nos comptes à 742 006 euros. Les opérations en devises sont comptabilisées sur la base du cours du jour ; à la fin de l'exercice le solde en devises est évalué conformément au PCG (Art 420-7) au dernier cours de change.

3.2.8 Transferts de charges

Détail des transferts de charges*				Montant (en €)
Prestations fournies par	LBPAM	à	LBP	6 615
Prestations fournies par	LBPAM	à	BPE	47 693
Prestations fournies par	LBPAM	à	Easy Bourse	3 000
Prestations fournies par	LBPAM	à	Tocqueville	4 668 922
Prestations fournies par	LBPAM	à	Ostrum	926 412
Prestations fournies par	LBPAM	à	OPC/Mandats	4 144 030
Total				9 796 673

Suite à la mise en œuvre de la réglementation MIFID II sur les frais de recherche, les transferts de charges enregistrent également les refacturations des frais de recherche aux fonds et aux mandats à hauteur de 3,8M€.

3.2.9 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 1 892 943 € .
Elles correspondent uniquement à des charges d'exploitation.

3.2.10 Divers

Le prorata de TVA définitif pour l'année 2021 s'élève à 1%.

3.3 Immobilisations

	01/01/2021	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2021
Immob. Incorporelles					
205000 Logiciels	14 826 164	279 366		7 076 791	22 182 321
207000 Fonds commercial	14 288 159				14 288 159
232000 Immob. en cours	4 218 532	5 391 342		- 7 076 791	2 533 083
Total	33 332 855	5 670 708	-	-	39 003 563
Immob. Corporelles : AAI					
218140 Amgts -installations	2 948 170			-	2 948 170
Total	2 948 170	-	-	-	2 948 170
Immob. Corporelles : mat. de bureau, infor.& mob.					
218300 Matériel informatique	3 570 579	330 860		-	3 901 439
218310 Mat. bureau & autres	738 612			-	738 612
218400 Mobilier	179 325			-	179 325
218410 Œuvres originales	146 832			-	146 832
Total	4 635 348	330 860	-	-	4 966 208
Immob. Corporelles en cours					
231800 Immobilisations corporelles en cours		875 911			875 911
Total	-	875 911	-	-	875 911
Immob. fin : titres & participations					
261100 Titres & participations	38 989 857	82 163 127	38 989 857		82 163 127
Total	38 989 857	82 163 127	38 989 857		82 163 127
Immob. fin : autres titres immobilisés					
271120 Titres immobilisés	2 026 011	108 047			2 134 059
Total	2 026 011	108 047	-		2 134 059
Autres immob. financières					
275100 Dépôts & cautionnements		588 588			588 588
Total	-	588 588	-		588 588

Les immobilisations incorporelles regroupent principalement des projets de développements informatiques amortis sur 5 ans.

LBP AM a réalisé une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) avec sa filiale Tocqueville Finance Holding (TFH) le 31 décembre 2021. Dans ce cadre, les titres de TFH ont été annulés (39 millions d'euros) et a reçu dans le cadre des apports les titres de Tocqueville Finance SA à hauteur de 82 millions d'euros.

Les immobilisations corporelles en cours correspondent aux investissements qui sont réalisés dans les nouveaux locaux qui seront finalisés au cours du premier semestre 2022.

3.4 Amortissements et provisions

3.4.1 Amortissements

N° de compte	Intitulé	01/01/2021	Augmentation	Diminution	31/12/2021
Immob. Incorporelles					
280500	Logiciels	11 481 249	2 979 237		14 460 486
	Total	11 481 249	2 979 237	-	14 460 486
Immob. Corporelles : AAI					
281814	Amgts -installations	2 692 220	255 949		2 948 169
	Total	2 692 220	255 949	-	2 948 169
Immob. Corporelles : mat. de bureau, infor.& mob.					
281830	Matériel informatique	2 951 920	418 901		3 370 821
281832	Mat. bureau & autres	603 804	64 148		667 952
281840	Mobilier	177 941	501		178 442
	Total	3 733 665	483 549	-	4 217 214

3.4.2 Dépréciations des immobilisations

N° de compte	Intitulé	01/01/2021	Augmentation	Diminution	Apport	31/12/2021
Immob. Incorporelles						
290710	Fonds de commerce	1 125 000	-	-		1 125 000
Immob. Financières						
297100	Titres immobilisés	36 389	24 618	-	36 389	24 618
296100	Titres de participation	-	-	17 550 871	32 213 998	14 663 127
	Total	1 161 389	24 618	-	17 587 260	15 812 745

Dans le cadre de la TUP avec TFH, LBP AM a reçu les titres de participation de TFSA et la provision pour dépréciation correspondante à hauteur de 32 millions d'euros.

La valorisation de la filiale à 67,5 millions d'euros a entraîné la reprise de cette provision à hauteur de 17,6 millions d'euros.

3.4.3 Provisions pour risques et charges

N° de compte	Intitulé	01/01/2021	Augmentation	Reprises utilisées	Reprise sans objet	31/12/2021
151100	Prov. pour litiges RH	402 000	320 000	125 000		597 000
158030	Provisions pour charges	-				-
151800	Provisions pour risques	500 000	985 000			1 485 000
	Total	902 000	1 305 000	125 000	-	2 082 000

3.5 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel correspond à des pénalités fiscales.

3.6 Etat des créances et dettes

3.6.1 Créances

ETAT DES CREANCES	Montant brut	dont un an au plus	dont à plus d'un an
Actif immobilisé			
Dépôts & cautionnements	588 588	588 588	-
Total I	588 588	588 588	-
Actif circulant			
Avances et acomptes versés	17 843	17 843	
Clients et comptes rattachés	56 721 536	56 721 536	-
Personnel et comptes rattachés	499 376	499 376	-
Etat : TVA & IS	5 861 933	5 861 933	-
Autres créances	216 367	216 367	-
Total II	63 317 055	63 317 055	-
CCA			
Charges constatées d'avance	1 892 943	1 892 943	-
Total III	1 892 943	1 892 943	-
Total I + II + III	65 798 586	65 798 586	-

Les charges constatées d'avance correspondent à des factures fournisseurs portant sur des services dont la prestation interviendra en 2022.

Les dépôts et cautionnements correspondent à une garantie de prise de possession des nouveaux locaux.

3.6.2 Dettes

ETAT DES DETTES	Montant brut	dont un an au plus	dont à plus d'un an
Avances et acomptes reçus sur commande	-	-	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	136 651 646	136 651 646	
Personnel et comptes rattachés	11 858 926	11 858 926	
Sécurité sociale et autres org. Sociaux	7 169 301	7 169 301	
Etat : TVA	2 415 060	2 415 060	
Etat : autres impôts & taxes assimilées	3 123 085	3 123 085	
Dettes sur immobilisations	-	-	
Autres dettes	3 163 849	3 163 849	
Total I	164 381 866	164 381 866	-
PCA			
Produits constatés d'avance	-	-	-
Total II	-	-	-
Total I + II	164 381 866	164 381 866	-

3.7 Produits à recevoir et charges à payer

3.7.1 Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant (en €)
Produit à recevoir	31 217 933
Total	31 217 933

3.7.2 Charges à payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant (en €)
Charges à payer	126 127 223
Total	126 127 223

Les honoraires versés par LBPAM aux commissaires aux comptes au titre de la certification des comptes de l'exercice 2021 s'élèvent à :

KPMG : 47 500 €

3.8 Capitaux propres

3.8.1 Composition du capital social

Catégorie de titres	Nombre de titres			
	Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice
Actions	59 240 986			59 240 986
Certificats d'investissement	-	-	-	-

La valeur nominale des actions est de dix centimes d'euros.

3.8.2 Variation des capitaux propres

(en €)	2020	Affectation du résultat 2020	Prime de fusion	Résultat de l'exercice	2021
Capital social	5 924 099				5 924 099
Primes émissions, fusion, apport	121 547 585	- 27 954 580	3 841 647		97 434 652
Réserve légale	-	592 410			592 410
Réserves règlementées	-				-
Autres réserves	36 630				36 630
Report à nouveau	-	3 642			-
Résultat de l'exercice	3 328 303	- 3 328 303		54 308 216	54 308 216
Capitaux propres	130 832 975	- 30 686 831	3 841 647	54 308 216	158 296 006

La TUP réalisée avec TFH a généré une prime de fusion de 3,8 millions d'euros.

3.8.3 Affectation du résultat 2020

	(en €)
Dividendes distribués, prélevés sur le résultat 2020	2 732 251
Acompte sur dividende 2021	
Réserve Légale	592 410
Report à nouveau	3 642
Total	3 328 303

3.9 Engagements financiers

3.9.1 Engagements reçus

Néant

3.9.2 Engagements donnés

Engagements donnés	Montant (en €)
Cautionnement des prêts aux salariés*	1373
Total	1 373

3.10 Effectif moyen

Personnel salarié 2021	
Cadres	154
Non cadres	6
Total	160

Les charges liées au personnel mis à disposition de la société se sont élevées à 2 028K€ au titre de l'exercice 2021.

3.11 Participation des salariés aux résultats

La réserve spéciale de participation s'élève à 2 millions d'euros à distribuer aux salariés.

3.12 Montant des rémunérations allouées aux membres des organes d'Administration, de Direction et de Surveillance (Décret 83-1020 du 29 novembre 1983 art. 24,18)

Directoire et Administrateurs

L'information relative à la rémunération versée aux membres du Directoire n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Jetons de présence au titre de l'exercice 2021 : 31 500€

3.13 Identité de la Société-mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale	Forme	Au capital de (en €)	N°SIRET	Ayant son siège social à
LBPAM Holding	S.A.	7 273 918,80	879555183	34 rue de la Fédération, 75 015 Paris

LBPAM est consolidée selon la méthode de l'intégration globale. Les conditions décrites à l'article R233-15 du code de commerce étant réunies, la société est donc exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés.

3.14 Liste des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Capitaux propres	Quote part du capital détenue en %	Valeur brute de Titres au 31/12/2021	Valeur nette de Titres au 31/12/2021	Dividendes distribués en 2021	Dernier exercice	Chiffre d'affaires dernier exercice (en €)	Résultat du dernier exercice (en €)	Cautions et avals donnés	Prêts et avances consentis
Filiales											
Tocqueville Finance SA	2 520 548	16 491 861	99,9%	82 163 127	67 500 000	7 940 900	2 021	46 399 408	8 205 661	-	-
Participations											

3.15 Ventilation de l'impôt

2021	Résultat courant avant impôt	Résultat fiscal	%	Montant	Résultat net
Résultat Courant	68 781 315	40 094 394	27,50%	11 025 958,33	57 755 356,57
Résultat Exceptionnel	- 28 556	-	27,50%	-	- 28 556
				11 025 958	57 726 801
			3,30%	338 678	- 338 678
				11 364 636	57 388 123
Taxe 3% sur dividendes					
Avoirs fiscaux				- 19 200	- 19 200
					57 407 323
Participation					- 2 025 567
Redressement fiscal 2018				1 073 540	- 1 073 540
TOTAL	68 752 759	-		12 418 976	54 308 216

On constate un accroissement de la dette future d'impôt de 10 541 435 € au 31.12.2021